



## Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2026-1-16/2026-1-31]

Edición quincenal,  
por *Luc de l'Arbre*

Vendredi 16 janvier.

**Neuf femmes mortes à la suite d'interventions chirurgicales clandestines en un mois à Shabunda**, aggravées par un manque de médicaments et de matériel adéquat. L'ASBL « Bloc Citoyen Amani » regrette que « ce drame révèle l'absence criante de contrôle et de régulation des pratiques médicales, la pauvreté et le désespoir qui poussent les familles à recourir à des soins clandestins, ainsi que le manque de moyens dans les structures publiques ». L'ASBL recommande aux organisations humanitaires et partenaires du gouvernement dans le secteur de santé de renforcer l'appui en équipements et personnel qualifié pour la zone de santé de Shabunda. Elle exhorte les autorités congolaises à agir immédiatement pour fermer ces structures sanitaires informelles et sanctionner leurs responsables et demande par ailleurs à la société civile et aux leaders communautaires de sensibiliser la population contre le recours aux soins clandestins.

**Six morts sur 290 cas de choléra en deux semaines au Haut-Lomami.** D'après le ministre provincial de la Santé, plusieurs zones de santé, figurent parmi les plus touchées de cette province. Le Dr Adelard Umba appelle la population du Haut-Lomami à respecter les mesures hygiéno-diététiques, notamment en traitant ou en bouillant l'eau de boisson. Plus de 6 000 cas de choléra avaient été enregistrés en 2025, avec plus de 200 décès dans la province du Haut-Lomami.

**Europe - Afrique : vers une nouvelle relation économique ? D'un modèle d'aide à un modèle de partenariat.** Pendant des décennies, la relation euro-africaine a reposé sur une logique de donateurs et de bénéficiaires. Mais ce modèle montre aujourd'hui ses limites. « Il faut construire une relation différente, basée sur des règles définies ensemble, et non plus sur des projets pensés uniquement côté européen. » « Il faut sortir de la logique de l'aide et aller vers une logique d'investissement. Ce que veulent les citoyens, c'est un retour sur investissement, pas seulement des promesses. » **Une Afrique plurielle, des partenariats multiples.** L'Afrique n'est pas un bloc homogène. Ses réalités économiques, politiques et sociales varient fortement d'un pays à l'autre. De plus, l'Europe n'est plus le seul partenaire stratégique du continent. La Chine, les pays du Golfe, la Turquie ou encore l'Inde renforcent leur présence économique. Les pays africains revendiquent désormais la liberté de choisir leurs partenaires. « Personne ne veut être sous tutelle, ni les Africains, ni les Européens ». Cette diversification se traduit aussi par des relations bilatérales plus dynamiques entre certains pays européens et africains, au-delà des cadres institutionnels. **Global Gateway : 300 milliards d'euros pour l'Afrique.** L'Union européenne a lancé en 2021 le programme Global Gateway, un vaste plan d'investissement de 300 milliards d'euros, dont la moitié destinée à l'Afrique. Les priorités : infrastructures, transition énergétique, numérique, santé, transports, éducation. L'objectif est de proposer une alternative aux investissements chinois, en misant sur des financements durables et transparents. « Ces investissements ne doivent pas remplacer une dépendance par une autre. Ils doivent être transformateurs et créateurs de capacités locales. » **Le défi de la transformation locale.** Un point fait consensus : l'Afrique doit transformer davantage ses ressources sur place. Produire localement, développer les chaînes de valeur, créer des emplois et réduire la dépendance aux exportations de matières premières sont des priorités **PME**,



**agriculture et jeunesse au cœur du développement.** Les petites et moyennes entreprises, souvent familiales, constituent l'essentiel du tissu économique africain. Pourtant, elles rencontrent de nombreux obstacles : normes, accès au financement, compétitivité, logistique. « Il faut accompagner concrètement les entreprises africaines pour qu'elles accèdent aux marchés européens. » L'agriculture, l'agro-industrie et les industries locales sont également des secteurs clés pour absorber la forte croissance démographique du continent. D'ici 2050, environ 800 millions de jeunes entreront sur le marché du travail africain. **Vers une relation plus équilibrée.** La nouvelle doctrine européenne repose sur une idée centrale : créer de la richesse là où elle est produite. Cela suppose : une industrialisation progressive, des investissements ciblés, une meilleure intégration régionale, un dialogue politique plus équilibré. L'objectif pas seulement de financer, mais de co-construire. (RFI)

**L'armée nationale déloge la milice CRP de Bule après un mois d'occupation.** Les Fardc ont ensuite poursuivi le ratissage à Bule-centre et dans la plaine Savo, où des milliers de personnes déplacées se sont installées depuis plusieurs semaines. Selon des sources locales, après avoir été défaits à Bule-centre, certains miliciens de la CRP, groupe armé associé à Thomas Lubanga, ont pris la fuite vers le groupement Sumbuso, dans la chefferie des Bahema-Nord.

**Des agriculteurs privilégient plus la culture de haricot que celle de soja à Kiwanja,** en territoire de Rutshuru (Nord-Kivu) Ce désintéressement inquiète les experts en nutrition, qui considèrent le soja comme un aliment stratégique pour prévenir la malnutrition dans cette zone touchée par la crise. Les cultivateurs de Kiwanja et de ses environs justifient ce choix par deux facteurs majeurs : le cycle de production et la valeur marchande. Contrairement au haricot qui se récolte en deux mois, le soja nécessite un mois supplémentaire de croissance. De plus, les prix sur le marché local ne récompensent plus l'effort fourni. D'autre part, la rentabilité du soja s'est effondrée ces dernières saisons. A l'inverse, le marché du haricot se montre plus attractif. Selon les producteurs locaux, certaines variétés de haricots se négocient entre 70 et 120 dollars le sac, dépassant systématiquement le prix actuel du soja. Face à l'urgence des besoins familiaux, les agriculteurs privilégient désormais la culture la plus rapide et la plus rémunératrice.

**Au moins 28 morts dans le glissement de terrain à Walikale** et cinq autres ont été blessés. Une masse de terre s'est détachée de la colline Muhanga, ensevelissant tout sur son passage : habitations, arbres et plusieurs résidents surpris dans leur sommeil. Un village dévasté et des victimes non identifiées. Une portion importante de la route Goma-Masisi-Walikale, axe vital pour l'approvisionnement du territoire, est désormais ensevelie sous les éboulis.

**Samedi 17 janvier.**

**Au moins 3000 conducteurs en session de recyclage sur le nouveau code de la route à Beni.** Cette formation de trois semaines vise à vulgariser le nouveau code de la route et à freiner la recrudescence des accidents de circulation dans une ville en pleine expansion démographique. Selon la police de circulation routière, Beni a enregistré plus de 100 accidents l'année dernière, causant une 10<sup>ème</sup> de décès et plus de 50 blessés graves. L'objectif est de transformer ces usagers, souvent autodidactes, en conducteurs responsables capables de décoder la signalisation routière et de respecter les priorités.

**Samuel Mbemba condamne les détentions préventives prolongées sans jugement.** Ce dossier relance le débat sur les arrestations liées à des faits bénins et la problématique des détentions prolongées qui saturent les prisons congolaises. S'appuyant sur la Constitution et les instruments juridiques internationaux ratifiés par la RDC, le ministre des Droits humains rappelle un principe fondamental du droit pénal : « La liberté est la règle, la détention préventive l'exception ». Face à cette situation, le ministère des Droits humains exhorte les autorités judiciaires à un respect strict de la présomption d'innocence. Ce principe implique que, sauf exceptions légales, toute personne poursuivie doit rester libre durant la procédure. Ce dossier remet en lumière le sort de nombreux « prisonniers oubliés » en RDC, privés de leur liberté pendant des mois, voire des années, sans jamais avoir accès à un juge.

**Sud-Kivu : le gouvernement provincial dénonce des actes de pillage, de spoliation et de violations graves du droit international humanitaire par l'AFC/M23 à Uvira.** Ces agissements démontrent un mépris manifeste des principes du droit international humanitaire et des droits humains. Ces actes constituent des violations graves, notamment de l'article 33 de la IV<sup>e</sup> Convention de Genève, qui interdit le pillage ; de l'article 52 du Protocole additionnel I, qui protège les biens à caractère civil ; ainsi que de l'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI), lequel qualifie le pillage de crime de guerre. Ils violent également les instruments internationaux relatifs à la protection du droit de propriété et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Dans la même communication, le gouvernement provincial précise que ces actes criminels aggravent délibérément la crise alimentaire déjà sévèrement ressentie dans la ville et le territoire d'Uvira, ainsi que le coût de la vie, dans une zone désormais coupée de ses circuits normaux d'approvisionnement en denrées de première nécessité et en produits manufacturés. Ils accentuent en outre la vulnérabilité d'une population vivant essentiellement de l'agriculture et de l'élevage, aujourd'hui



empêchée d'accéder à ses champs et privée de son cheptel. Bref, il s'agit d'une punition collective, strictement interdite par le droit international humanitaire. Par ce communiqué, le gouvernement provincial du Sud-Kivu confirme notamment que 49 camions de marque Wowo et 113 camions Ben de 6 m<sup>3</sup> ont quitté la ville de Bukavu sous le faux prétexte de transporter des militaires retirés de la ville d'Uvira vers la plaine de la Ruzizi. En réalité, ces convois ont servi au transport illicite de biens appartenant à l'État congolais et à des particuliers, acheminés directement vers le Rwanda. Selon le gouvernement provincial, le reste des biens et matériels stockés dans les entrepôts a été évacué via la frontière de Kamanyola. Des vaches et du petit bétail, regroupés dans les hauts et moyens plateaux, ont été conduits vers Bwegera, pour une destination inconnue, privant ainsi les populations de leurs moyens de subsistance. Les rebelles de l'AFC/M23 sont toujours présents ce 16 janvier dans la ville d'Uvira, malgré l'annonce faite la veille de leur retrait de cette entité stratégique. (Actualité.CD)

**À Uvira, l'inquiétude persiste au lendemain du retrait annoncé de l'AFC/M23.** Si l'essentiel des combattants et du matériel militaire a bien quitté la ville, une présence militaire et administrative de l'AFC/M23 restait encore sur place hier soir. Le 15 janvier, l'AFC/M23 a placé officiellement la ville d'Uvira sous la responsabilité pleine de la communauté internationale et annonce le retrait, à compter de ce samedi, du reste de ses hommes encore présents à Uvira. Mais que disent les habitants de la ville ? « Ces gens ne sont pas encore partis. Ils sont là. Ils sont au poste de la police et à différents endroits. Les policiers sont encore là. Nous avons peur de faire trop de déclarations à ce sujet, nous qui sommes ici. Nous doutons encore ». (RFI)

**Maladies tropicales négligées : distribution gratuite de médicaments à Mbandaka.** Le docteur coordonnateur du Programme national de communication et promotion de la santé à l'Équateur, explique la spécificité de cette campagne : « Il y a les stratégies de lutte contre les MTN, les stratégies c'est la chimioprophylaxie et la lutte antivectorielle. Elles consistent à l'administration préventive des médicaments ou à prévenir l'apparition des maladies, étant donné qu'on a déjà identifié le problème dans chaque zone, et on disponibilise les médicaments pour que chaque année on puisse aller distribuer ». Selon lui, les médicaments sont donnés gratuitement aux gens qui ont des problèmes déjà bien identifiés dans chaque zone de santé. Parmi les stratégies de la lutte adoptées, il y a la chimioprophylaxie pour protéger cette communauté, pour éviter l'intensification ou l'aggravation de cette situation. La campagne, prévue pour quatre jours, permet aux distributeurs communautaires formés de passer porte-à-porte pour administrer des médicaments tels que le metizan et l'albendazole aux membres des communautés dans les trois zones de santé ciblées.

**Tuberculose : arrivée à Goma d'un lot de médicaments après plusieurs mois de rupture.** Cette rupture prolongée avait entraîné des interruptions de traitement chez de nombreux patients, augmentant ainsi le risque d'échec thérapeutique, de transmission de la maladie et d'apparition de souches résistantes aux médicaments. Pour le superviseur provincial à la coordination de lutte contre la lèpre et la tuberculose, l'arrivée de ce premier lot de médicaments va soulager les malades, même si les besoins restent considérables.

**Dimanche 18 janvier.**

**Grands Lacs: après la réunion de Lomé, une médiation africaine désormais structurée et thématisée.** Une réunion dite de haut niveau s'est tenue samedi 17 juin 2026, à Lomé, autour de la cohérence et de la consolidation du processus de paix dans l'est de la RDC et dans la région des Grands Lacs. Un plan d'action a été présenté. Les anciens chefs d'État africains désignés comme co-facilitateurs vont entamer, dans les prochaines semaines, une tournée régionale. Ils sont attendus successivement à Kinshasa, Kigali, Kampala et Bujumbura. Ces déplacements doivent avoir lieu avant le sommet des chefs d'État de l'Union africaine, prévu en février 2026. Ensuite, en marge de ce sommet, les co-facilitateurs doivent rencontrer deux figures clés : le président sortant de l'Union africaine, João Lourenço, et le président entrant, Évariste Ndayishimiye. Autre élément important : la structuration du panel des co-facilitateurs africains. Ce panel est désormais présidé par l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo. Il est secondé par l'ancienne présidente éthiopienne Sahle-Work Zewde. Cette dynamisation passe aussi par une répartition thématique claire des rôles. Olusegun Obasanjo est chargé des questions de défense et de sécurité. Sahle-Work Zewde est en charge des questions humanitaires. L'ancien président kényan Uhuru Kenyatta pilotera le dialogue avec les groupes armés, y compris le dialogue entre le M23 et le gouvernement congolais. L'ancienne présidente centrafricaine Catherine Samba-Panza aura la responsabilité du volet société civile. Enfin, l'ancien président du Botswana Mokgweetsi Masisi sera en charge de l'intégration régionale, notamment les questions d'énergie et de minerais. En parallèle, aucune date n'a encore été fixée pour les prochaines réunions des mécanismes liés aux processus de Washington. À noter enfin une absence remarquée : l'Amérique et le Qata n'étaient pas présents physiquement à cette réunion. (RFI)

**Une accalmie observée dans les agglomérations de Beni, autrefois en proie aux rebelles ADF.** La société civile attribue cette embellie sécuritaire aux efforts conjoints des Fardc, de l'UPDF et de la Monusco, avec l'appui des communautés locales. Kayinama, qui était vraiment une poche résiduelle, a été sécurisée et les gens ont repris leurs



occupations. Sur la route Mbau–Kamango, les forces conjointes interviennent avec promptitude à chaque alerte concernant une position de l'ennemi ou ses mouvements.

**La détérioration de la situation sociale et sécuritaire préoccupe la Société civile de la RDC.** Le Bureau de coordination de la société civile Forces vives de la RDC s'insurge contre le piétinement des négociations politiques alors que la souffrance de la population a dépassé le seuil du tolérable, tandis que les instigateurs de cette crise vivent dans l'opulence. Il exige ainsi la restauration d'un climat de confiance réelle entre Congolais, dont les contenues et l'évaluation doivent être assumées par les acteurs de la société avec l'appui d'une facilitation impartiale.

**À Beni, Radio Okapi primée pour son engagement en faveur d'une information indépendante et neutre,** par la plateforme des intellectuels du Nord-Kivu, dénommée « Oasis Palabre ». A travers ce prix, la structure salue le rôle prépondérant joué par cette radio de l'ONU dans l'éveil des consciences et la consolidation de la paix en RDC. A travers le dialogue intercongolais, Radio Okapi a permis de constater une certaine efficacité chez les acteurs politiques lorsqu'ils s'expriment publiquement. La radio constitue pour les Congolais un outil de redevabilité face à une classe politique qui manque parfois de transparence. Radio Okapi obtient ce prix à quelques semaines de la célébration de son 24<sup>e</sup> anniversaire.

**Des femmes et jeunes filles formées à l'entrepreneuriat pour leur autonomisation à Matadi,** le 16 janvier, 25<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila, héros national. Le développement du pays passe par l'autonomisation de la jeune fille à travers l'entrepreneuriat et la préparation à la relève. La rencontre a réuni plusieurs femmes et jeunes filles issues des 3 communes de la ville portuaire de Matadi. Elle a également permis aux participantes de l'édition 2025 de présenter les différents produits qu'elles ont fabriqués : sacs à main, samoussas, yaourts et autres produits alimentaires. Des séances pratiques ont par été organisées sur la fabrication du yaourt, la gestion d'un petit commerce de produits de première nécessité et les stratégies permettant de pérenniser une activité génératrice de revenus.

**Le PPRD exige la libération immédiate et sans condition d'Aubin Minaku.** Le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie demande la libération immédiate et sans condition de son vice-président ainsi que de son secrétaire permanent, Ramazani Shadary, arrêté il y a un mois. En tant que parti, nous condamnons avec véhémence cette stratégie de terreur installée par le pouvoir pour tenter de faire taire l'opposition ou de la supprimer», a-t-il souligné.

**Le gouverneur du Sud-Kivu accuse l'AFC/M23 de maintenir des éléments armés dissimulés à Uvira pour créer le chaos.** Selon lui, ces éléments chercheraient à « créer le chaos, perpétrer des crimes, organiser des pillages et des massacres », afin de justifier un éventuel retour. Le gouverneur a également évoqué la présence présumée de mines anti-personnelles et appelé la population à la plus grande vigilance. Dans son message, le gouverneur a lancé un appel au calme et à l'unité des communautés du Sud-Kivu et exhorte la population à suivre uniquement les consignes des autorités. Cet appel intervient dans un contexte de fortes tensions sécuritaires. Des scènes de pillage ont été signalées dimanche dans plusieurs quartiers d'Uvira, où des jeunes sont entrés dans des bâtiments pour emporter divers biens, selon des témoignages recueillis sur place. La matinée a été marquée par des coups de feu entendus à plusieurs reprises, provoquant un climat d'insécurité et des scènes de pillage dans différents secteurs de la ville. Des bâtiments administratifs ont été visés. À ce stade, il n'était pas possible de déterminer précisément qui contrôlait la situation sur le terrain. Des témoins ont indiqué avoir vu des jeunes se réclamant de groupes dits Wazalendo dans certains quartiers, tandis que les Forces armées de la République démocratique du Congo n'étaient pas signalées dans la ville. (Actualité.CD)

**Lundi 19 janvier.**

**Est de la RDC: les Wazalendo entrent à Uvira, après le départ des éléments de l'AFC-M23.** L'AFC-M23 avait pris le contrôle d'Uvira, deuxième ville du Sud-Kivu, début décembre. Après une pression des États-Unis, le mouvement avait annoncé son départ. Les habitants redoutaient des troubles dans cet entre-deux. Des coups de feu ont été tirés en l'air par les miliciens à leur entrée dans Uvira, des tirs pour marquer leur arrivée, mais aussi pour voir s'il y aurait une éventuelle réplique de combattants du M23, restés dans la ville. Selon nos informations, il n'y a pas eu de répliques. Les miliciens Wazalendo sont entrés dans Uvira tôt ce dimanche matin, parfois accueillis le long de la route par des habitants. Dans le sillage des miliciens wazalendos entrés dans la ville d'Uvira, sont arrivés des militaires de l'armée congolaise. Des unités Fardc étaient visibles en début d'après-midi dans plusieurs quartiers de la ville et au port de Kalundu. Les combattants de l'AFC/M23, eux, ont bien quitté la ville et se trouveraient, à présent, à une vingtaine de km d'Uvira, vers Sange, dans la plaine de la Ruzizi. Le poste frontalier de Kamvivira entre Uvira et le Burundi voisin



est contrôlé par les habitants et les miliciens wazalendos. « C'est un ouf de soulagement pour la population. Les wazalendo sont les bienvenus à Uvira. Néanmoins, nous leur conseillons d'éviter les crépitements intempestifs des balles». (RFI)

**Le ministre des Droits humains mobilise les pasteurs pour la paix dans l'Est de la RDC.** Il a lancé son appel lors d'un échange organisé ce 18 janvier avec la corporation des pasteurs de la ville de Kinshasa. Pour lui cette rencontre a consisté à partager un moment de joie et de fraternité avec ses pairs, tout en s'alignant derrière le Chef de l'État dans le processus de restauration de la paix dans la partie Est du pays. Dans son allocution, a exhorté ses hôtes à soutenir le Président de la République, qui fait du retour de la paix à travers le pays une priorité de ses priorités.

**Le calme revient à Uvira 24 heures après les pillages et tirs.** La ville d'Uvira, chef-lieu du Sud-Kivu, s'est réveillée dans le calme ce lundi 19 janvier 2026, après une journée marquée la veille par des pillages et des tirs sporadiques. Plusieurs sources locales indiquent que la ville est désormais sous le contrôle des Wazalendo, renforcé progressivement par les Forces armées de la RDC, descendant des collines environnantes. Selon ces sources, les troupes de l'AFC/M23, retirées d'Uvira lundi, ont établi leur quartier général à Kabunambo, à moins d'un kilomètre au nord du centre-ville. Les autorités lancent des appels répétés invitant la population à s'abstenir de toute chasse à l'homme et à rester vigilante. Si le retour des FARDC et des Wazalendo à Uvira est perçu par une partie des habitants comme un signe encourageant de stabilisation dans cette zone du Sud-Kivu, la proximité des positions rebelles continue d'inquiéter d'autres résidents.

**Judith Suminwa annonce une réponse humanitaire d'urgence après le retrait du M23 à Uvira.** Selon la Première ministre, la situation humanitaire est alarmante. Le Gouvernement indique qu'au moins 267 000 personnes fuyant la guerre se sont réfugiées ou déplacées et 12 000 enfants non accompagnés ont été identifiés. Toutefois, aucune opération massive de retour ne sera autorisée sans une évaluation préalable de l'état des habitations, dont plusieurs ont été détruites afin d'éviter de nouvelles vagues de vulnérabilité. **Retour des autorités.** L'enjeu majeur reste la réinstallation effective des services publics dans une ville encore marquée par l'infiltration. Le retour des autorités provinciales est conditionné à l'établissement d'un périmètre de sécurité solide par les FARDC et la Police nationale congolaise (PNC). L'objectif est de restaurer l'autorité de l'État et encadrer le retour des populations après les violences qui ont dévasté la ville.

**Combats à Mindouli : plus de 1 300 Congolais plongés dans une crise humanitaire grave,** aux postes frontaliers de Zulu Mbundu et Kimpama, au territoire de Luozi (Kongo-Central). Ces personnes y ont afflué après avoir fui la localité de Mindouli, en RDC, théâtre depuis le 11 janvier d'affrontements entre la Garde républicaine du Congo-Brazzaville et les miliciens Ninja. L'administrateur du territoire de Luozi, souligne que ces déplacés incluant femmes enceintes, enfants et personnes handicapées, manquent d'abris et de biens essentiels.

Assassinat de Patrice Lumumba : y aura-t-il un procès en Belgique ? Yaura-t-il un procès en Belgique pour l'assassinat de Patrice Lumumba ? La justice belge examine mardi la demande en ce sens de la famille de l'ex-Premier ministre congolais, désormais appuyée par le parquet fédéral, 65 ans après les faits. « Il n'est pas question de vengeance mais de soif de savoir. Des millions de personnes aimeraient connaître la vérité », a expliqué à l'AFP Roland Lumumba, un des fils du héros de l'indépendance congolaise, qui a fait le voyage depuis Kinshasa pour l'audience. Premier chef du gouvernement de l'ancien Congo belge devenu indépendant le 30 juin 1960, Patrice Lumumba a été renversé dès la mi-septembre 1960 par un coup d'Etat. Il a été conduit dans la région sécessionniste du Katanga (Sud) où il a été exécuté le 17 janvier 1961 avec deux frères d'armes par des séparatistes, avec l'appui de mercenaires belges. Son corps, dissous dans l'acide, n'a jamais été retrouvé. Aujourd'hui un seul homme en Belgique est encore en vie pour répondre d'une éventuelle responsabilité pénale, parmi la dizaine de fonctionnaires, policiers ou agents de renseignements belges qui étaient visés initialement dans la plainte déposée en 2011 à Bruxelles par les descendants de la victime. Il s'agit d'Etienne Davignon, 93 ans, ex-commissaire européen, stagiaire diplomate pour la Belgique à l'époque des faits. Il est soupçonné de « détention et transfert illicite » de Patrice Lumumba au moment où ce dernier avait été fait prisonnier, ainsi que de « traitements humiliants et dégradants », selon le parquet fédéral, qui a demandé en 2025 son renvoi devant le tribunal. Lui-même a toujours nié toute implication des autorités belges. Mardi à partir de 9 H la chambre du conseil du tribunal de Bruxelles, juridiction d'instruction siégeant à huis clos, actera la fin de l'enquête et entendra les plaidoiries des différentes parties avant de mettre sa décision en délibéré sur la demande de procès. Cette décision, attendue dans plusieurs semaines, sera susceptible d'appel. (Le Soir)

**Mardi 20 janvier.**

**Les pêcheurs du Lac Édouard réclament une nouvelle loi pour protéger les eaux congolaises.** La Fédération des comités des pêcheurs du lac Édouard (FECOPEILE) dénonce l'utilisation d'un décret datant de l'époque coloniale (1937), qu'elle juge incapable de protéger les ressources halieutiques et les intérêts des pêcheurs nationaux.



L'obsolescence de ce cadre légal favorise la destruction des écosystèmes et maintient la RDC dans une dépendance alimentaire vis-à-vis des pays étrangers. *Un déséquilibre juridique face à l'Ouganda*. Le lac Édouard, partagé par la RDC et l'Ouganda, est le théâtre de tensions récurrentes. Le secrétaire général de la FECOPEILE, pointe une injustice flagrante causée par le vide juridique congolais. Alors que les pêcheurs congolais sont sévèrement condamnés par la loi ougandaise en cas de traversée de la frontière, la réciprocité est inexistante. « Nos pêcheurs sont condamnés en Ouganda, mais aucun pêcheur ougandais arrêté pour pêche illicite au Congo n'est sanctionné. Notre loi reste muette et ils sont libérés », déplore Josué Mukura. *Pétrole et environnement : les nouveaux enjeux*. La fédération exige que la nouvelle loi intègre les principes de justice climatique et de transition écologique. Les pêcheurs demandent des sanctions claires contre les dégâts environnementaux liés à l'exploitation pétrolière et une réglementation stricte de la pêche dans les aires protégées.

**La société civile du secteur de Ruwenzori réclame la réhabilitation des routes agricoles.** L'impraticabilité des routes de desserte agricole paralyse l'économie rurale dans le secteur de Ruwenzori, dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). La société civile locale a lancé un plaidoyer pressant auprès des autorités pour la réhabilitation de ces axes vitaux, dont le délabrement avancé empêche l'accès aux champs et l'évacuation de récoltes vers les centres de consommation.

**Lac Albert : 63 850 victimes d'inondations vivent toujours dans des conditions précaires à Mahagi,** depuis 2019, dans les camps de pêche du territoire de Mahagi. Maisons englouties, moyens de subsistance détruits et infrastructures de base endommagées : la coordination provinciale de la Protection civile en Ituri tire la sonnette d'alarme et appelle le gouvernement ainsi que les organisations humanitaires à intervenir d'urgence. Les inondations successives du lac Albert ont causé des destructions massives : 12 848 maisons, plus de 5 400 pirogues, 2 340 filets de pêche, 345 boutiques, 11 hôtels. L'impact socio-économique est considérable, la pêche constituant la principale activité génératrice de revenus pour les habitants. Cette situation provoque également une insécurité alimentaire croissante parmi les familles sinistrées. La crise est aggravée par la destruction des latrines, des points d'eau et des structures sanitaires. Les populations se retrouvent ainsi exposées aux maladies et peinent à accéder aux soins de santé. Des centaines de villages lacustres ont été affectés par ces inondations dans les territoires de Mahagi, Djuju et Irumu, tous situés le long du lac Albert.

**Plus d'un million de déplacés internes signalés à Fizi, Uvira et Mwenga,** dans la province du Sud-Kivu. L'administrateur du territoire de Fizi, plaide pour une assistance urgente en faveur de ces déplacés internes. Ces derniers vivent dans des conditions particulièrement difficiles, à l'instar de leurs compatriotes réfugiés au Burundi et en Tanzanie. Il dit avoir déjà communiqué aux autorités la cartographie et les statistiques de tous ces déplacés internes dans le territoire de Fizi. " Les membres du gouvernement central arrivent directement au Burundi où nos compatriotes de Fizi et d'Uvira ont trouvé refuge. Mais ici, nous avons des déplacés internes très nombreux à Fizi, et les membres du gouvernement n'arrivent pas à se déplacer jusqu'ici pour pouvoir consoler tant soit peu ces déplacés internes et leur apporter assistance. »

**Est de la RDC: l'armée affirme contrôler Uvira, mais le gouvernement reste prudent.** En RDC, l'armée affirme avoir repris le contrôle de la ville d'Uvira, au Sud-Kivu, après le retrait, samedi, des combattants de l'AFC/M23 soutenu par le Rwanda. À Kinshasa, le gouvernement se veut toutefois prudent. La Première ministre a réuni en urgence les responsables concernés afin de coordonner la réponse sécuritaire, humanitaire et judiciaire. Les autorités assurent que le retour du gouverneur et de l'administration provinciale ne se fera qu'une fois le contrôle total de la zone garanti.

**Une vingtaine de civils blessés dans une embuscade près de Nyanzale à Rutshuru,** lors d'une attaque armée. Les civils avaient été réquisitionnés par le mouvement rebelle AFC-M23 pour détruire des bananeraies et des couverts végétaux autour des villages de Kiyeye et Kitunda. L'objectif de cette manœuvre, qualifiée de « stratégique » par les rebelles, était de dégager la vue autour de leurs positions pour empêcher les groupes armés locaux de s'en servir comme zones de camouflage. C'est avant le début effectif de ces travaux que les assaillants, des combattants « Wazalendo » du Collectif des mouvements pour le changement (CMC), ont ouvert le feu. Pris sous des tirs croisés, une vingtaine de civils ont été grièvement atteints. La majorité des blessés ont été évacués vers le centre de santé de Nyanzale. Des sources locales font également état de plusieurs morts, bien qu'aucun bilan officiel n'ait encore été confirmé. Au-delà du drame humain, cette situation suscite l'indignation des structures citoyennes locales. Un membre du Conseil territorial de la jeunesse de Rutshuru condamne fermement l'attaque ainsi que la politique de « terre brûlée » imposée par les rebelles.

**Mercredi 21 janvier.**



**Au moins 14 groupes armés actifs dans la chefferie de Babila à Mambasa.** L'ONG Convention pour le respect des droits humains (CRDH) alerte sur une dégradation alarmante de la situation sécuritaire dans le territoire de Mambasa (Ituri). Selon un rapport, depuis le début de 2026, la chefferie de Babila est devenue le théâtre de tueries, d'enlèvements, d'actes de torture et de pillages systématiques. Face à cette prolifération de groupes armés qui agissent en toute impunité, la CRDH condamne le silence et l'inaction qui mettent en péril la vie des populations locales. « Il est impératif que l'autorité de l'État soit restaurée dans les différentes entités de la chefferie pour mettre fin à ces pratiques moyenâgeuses. La population ne peut plus vivre sous la menace permanente de mort et de torture. » Pour l'heure, aucune réaction officielle n'a été obtenue de la part de l'administrateur du territoire de Mambasa.

**Est de la RDC: arrestation de membres de la famille de Corneille Nangaa, coordonnateur de l'AFC/M23.** Plusieurs membres de sa famille sont actuellement en exil ou détenus. Dernier cas en date : Didier Ilaani Nangaa, arrêté et détenu depuis treize jours dans un local de l'Agence nationale des renseignements, dans la province du Haut-Uele. Selon nos informations, les autorités enquêtent depuis deux ans sur d'éventuels réseaux de financement de l'AFC/M23. Elles cherchent également d'éventuelles caches d'armes dans le territoire de Wamba, dans la province du Haut-Uélé. Quatre membres de la famille condamnés à mort. Aujourd'hui, quatre membres de la famille de Corneille Nangaa ont également été condamnés à mort. Parmi eux, son frère Baseane Nangaa Putters, actuellement incarcéré à la prison militaire de Ndolo. L'épouse de Corneille Nangaa, Yvette Lubanda, est en exil, tout comme son beau-frère Fabrice Lubala. Dans la famille élargie, au moins une dizaine de neveux et de cousins seraient détenus dans différents lieux de détention. Enfin, plusieurs dizaines d'autres membres de la famille ont quitté le territoire congolais au cours des deux dernières années. (RFI)

**Bruxelles et Paris demandent à leur tour un dialogue national en RDC.** Face à la situation volatile à l'Est où des milliers de personnes fuient sans relâche les violences des groupes armés, la Belgique exige un cessez-le-feu immédiat et la mise en place d'un dialogue inclusif pour parvenir à une solution durable. Le 19 janvier, la France n'a pas manqué de se manifester, ajoutant sa voix à la lutte pour la paix en RDC. Dans une déclaration relayée par plusieurs médias, Paris a formellement soutenu l'idée d'un dialogue national, le qualifiant de condition sine qua non pour restaurer la concorde politique et l'unité nationale. La proposition de dialogue national a pour ambition de créer un espace politique inclusif permettant à diverses forces congolaises de s'unir autour d'une vision commune pour l'avenir du pays. Cette initiative découle de la conviction que les solutions exclusivement militaires ont atteint leurs limites et qu'une réconciliation politique est impérative pour toute stabilisation durable. Le ministère français souligne que cette démarche devra réunir non seulement les acteurs politiques traditionnels, mais également la société civile, les communautés locales et les représentants des provinces touchées par les violences. Néanmoins, l'implication simultanée de multiples médiateurs pose des questions quant à la clarté et à la cohérence de l'approche internationale. Washington engage ses propres consultations bilatérales avec Kinshasa et Kigali, tandis que Doha propose ses compétences diplomatiques dans une région où les enjeux géopolitiques s'entrelacent. La France nourrit l'espoir que son appel en faveur d'un dialogue national agisse comme un fil conducteur pour ces diverses initiatives, fournissant un cadre politique solide pour orienter les négociations. Mais les autorités françaises sont conscientes que la route sera semée d'obstacles, tant la méfiance entre les parties belligérantes et les divergences sur les responsabilités concernant la sécurité demeurent présentes. (AfricaNews)

**Assassinat de 6 activistes de la société civile en Ituri en 2025** et 43 autres ont été victimes d'attaques ou de menaces de mort. Ces chiffres illustrent la dangerosité du travail de monitoring dans une province en proie aux conflits armés. Les participants de la rencontre ont insisté sur la nécessité de sortir de la confrontation pour aller vers une collaboration plus étroite avec les services de sécurité et les autorités administratives. « L'objectif est de vulgariser les instruments juridiques qui protègent spécifiquement les défenseurs des droits humains. Si les autorités connaissent mieux nos droits et nos devoirs, le climat de confiance pourra s'installer ». Ce programme de renforcement des capacités et de protection est actuellement mis en œuvre dans les 26 provinces de la République démocratique du Congo.

**Reprise normale de la vie à Uvira, confirme le gouverneur.** Les forces loyalistes contrôlent désormais la ville. Le gouvernement provincial du Sud-Kivu, qui suivait la situation de près, devrait s'installer officiellement à Uvira dans les prochains jours pour coordonner la gestion de la cité et la stabilisation de la zone. Le gouverneur exhorte les populations réfugiées dans les pays voisins (au Burundi et en Tanzanie) ainsi que les déplacés internes à regagner leurs foyers. « La situation est sous contrôle. Nous appelons nos frères et sœurs à revenir pour reconstruire ensemble notre entité ». Cette déclaration intervient alors que le gouvernement central, sous la direction de la Première ministre, multiplie les réunions stratégiques à Kinshasa pour organiser la réponse humanitaire et sécuritaire dans cette partie de la province.



**Des milliers de jeunes attendus au recrutement des Fardc à Mbuji-Mayi**, lancé le 19 janvier. Dès les premières heures, plusieurs jeunes âgés de 19 à 25 ans se sont rassemblés autour du site de recrutement. Les diplômés et détenteurs de brevets sont particulièrement attendus pour rejoindre les rangs. L'objectif est de renforcer les capacités opérationnelles de cette brigade spéciale dans plusieurs domaines, dont l'aviation. Après l'inscription, les jeunes enrôlés sont immédiatement soumis à des épreuves d'aptitude physique, étape préalable à leur intégration définitive dans les Fardc.

**Jeu**di le 22 janvier.

**L'UE alloue 2 millions d'euros d'aide pour des besoins humanitaires au Sud-Kivu.** Le conflit armé en cours en RDC, en particulier dans les régions d'Uvira, de Fizi et de Kalehe, a entraîné le déplacement d'environ 500 000 personnes, dont plus de 90 000 vers le Burundi voisin, un nombre qui continue d'augmenter chaque jour précise l'UE. Ce projet de réponse d'urgence sera mis en œuvre jusqu'à la fin du mois de juin 2026 et bénéficiera aux populations déplacées à l'intérieur du pays dans les zones les plus durement touchées d'Uvira, de Fizi et de Kalehe.

**Les acteurs de la filière café-cacao dénoncent harcèlement et extorsions à Kasindi.** Depuis le lancement de la grande récolte en août dernier, le climat est délétère. Le rapporteur de la société civile de dénonce une confusion délibérée entretenue sur le terrain : « Militaires, policiers et agents de renseignements s'improvisent contrôleurs. Dès qu'un citoyen est trouvé avec du cacao, il est arrêté ou détenu illégalement ». Pour la société civile, la traçabilité d'un produit ne peut être établie par une interpellation de rue, mais nécessite une enquête administrative préalable que seuls les services attitrés sont habilités à mener. Si le gouvernement provincial a instauré une brigade spécialisée en décembre dernier pour réguler les exportations, son efficacité est entachée par l'interférence d'autres services. L'émissaire du gouverneur, présent à la réunion, a promis une fermeté totale contre les « brebis galeuses » de l'appareil sécuritaire.

**Zones de conflit en RDC: les violations des droits humains en nette augmentation, signale l'ONU.** Dans ce rapport, le BCNUDH a documenté 542 violations et atteintes aux droits humains en novembre 2025. Ce qui correspond à une augmentation de 28% par rapport au mois d'octobre de la même année. Comme pour les mois précédent, les violations ont surtout été signalées dans les provinces en conflit : 326 cas au Nord-Kivu, 95 au Sud-Kivu et 62 en Ituri. Selon le rapport, les auteurs sont majoritairement membres des groupes armés : 186 cas sont attribués au M23, 89 cas aux milices d'autodéfenses alliées de Kinshasa les wazalendos et 61 cas au groupe terroriste ADF. Les agents de l'État, police ou armée, sont responsables, eux, de 21% des atteintes et violations documentées par le BCNUDH. Le Bureau conjoint note aussi une augmentation conséquente des violences sexuelles de près de 30% avec plus de 90 victimes recensées. (RFI)

**Arrestation d'Aubin Minaku : la CNDH annonce un suivi attentif du dossier.** La Commission nationale des droits de l'homme rappelle que la liberté individuelle est un droit fondamental garanti par les articles 16, 17 et 18 de la Constitution, et que toute détention doit respecter la loi, les procédures et les droits de la défense. Elle dit cependant ne pas se substituer aux juridictions et ne préjuge pas des procédures en cours. Il y quelques semaines, le secrétaire permanent du PPRD, Emmanuel Shadary, avait également été arrêté et conduit à une destination pas encore connu à ce jour.

**Accord sur les minerais États-Unis-RDC : de quels projets parle-t-on ?** Dans la liste des actifs proposée aux investisseurs américains dans le cadre du partenariat sur les minerais stratégiques, se trouvent des licences de manganèse et d'or dans la cité minière de Kisenge au sud du pays. Ces dernières années, des partenariats avaient été noués avec des Tanzaniens notamment, mais sans obtenir les résultats escomptés. Dans cette liste on trouve aussi le projet cuivre-cobalt de Mutoshi exploité par Chemaf, une mine proche de Kolwezi que la Gécamines, une société publique, veut reprendre et donc proposer aux Américains. *Ne pas « se contenter de résidus »* La plateforme d'organisations de la société civile Casmia-G alerte, sur la nécessité pour l'État congolais de ne pas « céder les mines aux grandes puissances pour se contenter de résidus ». La liste compte également quatre permis aurifères de la Sokimo au nord-est du pays, des licences de lithium de la Cominière, du côté de la province du Tanganyika. On y trouve aussi des actifs de la Sakima, société aurifère du Kivu et du Maniema. Il s'agit là d'or, de coltan et de wolframite, un dérivé du manganèse. (RFI)

**Vend**redi 23 janvier.

**Libération de 16 civils enlevés par la Codeco à Jupakpeche (Mahagi), après 24 h de captivité.** L'incursion s'est déroulée dans la nuit du 18 janvier. Les miliciens visaient spécifiquement la résidence du chef de village, qu'ils soupçonnaient, à tort, de détenir un stock d'armes. Le bilan de cette brève occupation est lourd pour la communauté. Le



chef du village de Jupakpeche, particulièrement visé, a subi des actes de torture sévères. Son état de santé étant jugé préoccupant, il a été admis en urgence dans une structure sanitaire locale. Avant de se retirer de la localité, les assaillants ont procédé à un pillage systématique des biens de la population. Plusieurs chèvres, de la volaille et des sommes d'argent ont été emportées, laissant les habitants dans un dénuement total. Le chef de la chefferie de Panduru, a fermement condamné ces exactions qui violent les accords de paix signés par les groupes armés en Ituri. Pour sa part, la société civile forces vives de Mahagi plaide pour un renforcement immédiat du dispositif sécuritaire dans la zone.

**Aggravation de la crise humanitaire à Bwito après de nouveaux affrontements.** Plusieurs dizaines de civils mobilisés par les combattants de l'AFC/M23 pour des travaux communautaires ont été pris pour cible par des miliciens du CMC/Nyature, alliés aux Fardc, embusqués dans la localité de Kiyeye, dans le groupement de Kihondo. 32 blessés, pour la plupart des civils, ont été évacués et soignés au centre de santé de Nyanzale. Ils ont été victimes d'éclats d'obus et de tirs directs, indique Médecins Sans Frontières. MSF rapporte également que plusieurs maisons de civils ont été incendiées dans la zone après l'attaque. Ces violences récurrentes forcent des milliers d'habitants à fuir leurs villages. Selon MSF, les populations affectées vivent dans des conditions extrêmement précaires, marquées par un accès très limité à l'hygiène, un manque d'abris adéquats, une insuffisance de nourriture et une pénurie d'articles de première nécessité. De nombreux déplacés ont pris la direction du nord, augmentant leur exposition aux risques sanitaires.

**RDC: le leader du mouvement «Alternance 2028» appelle à une union de l'opposition.** « Un adage africain dit : seul on va plus vite, ensemble, on va plus loin ». Ados Ndombasi, ex-élu de Kinshasa, qui a fondé en 2024 son mouvement baptisé « Alternance 2028 » s'adresse directement à l'ensemble de l'opposition congolaise : « organisons sans délai un conclave de l'opposition congolaise à Kinshasa afin de définir une stratégie commune, une vision partagée et des mécanismes d'action ». L'opposition congolaise est aujourd'hui éclatée entre les leaders qui sont encore au pays comme Ados Ndombasi, Martin Fayulu, Delly Sessanga et Jean-Marc Kabund et ceux qui ont pris le chemin de l'exil : Moïse Katumbi, Joseph Kabila, Augustin Matata Ponyo, Franck Diongo, Claudel Lubaya et Seth Kikuni. Ce nouvel appel est loin d'être la première tentative d'unir l'opposition et afficher un front commun face à la coalition présidentielle.

**RDC-Rwanda : "Nous veillerons à ce que les promesses faites à Washington soient tenues...et que les conditions nécessaires à un accroissement des investissements américains soient réunies.** La question relative à la promotion de la paix en RDC et au Rwanda, à la suite de la signature des accords de Washington sous les auspices de l'administration Donald Trump était à l'ordre du jour des travaux de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants des États-Unis le 22 janvier 2026. « Nous veillerons à ce que les promesses faites à Washington soient tenues, que le processus de paix produise des résultats concrets afin que les populations de la région constatent des améliorations tangibles dans leur vie, et que les conditions nécessaires à un accroissement des investissements américains soient réunies », a déclaré la secrétaire adjointe pour l'Afrique centrale dans des propos rapportés par le Bureau affaires Afrique du Département d'Etat. Cette nouvelle session intervient dans un contexte où, malgré l'implication du président américain Donald Trump et l'accélération apparente du processus de Washington, la situation sur le terrain peine à s'améliorer. Kinshasa et Kigali ne parviennent pas toujours à parler le même langage, et les tensions persistent sur fond d'accusations mutuelles de non-respect des engagements pris dans le cadre des initiatives diplomatiques en cours, en particulier le processus de Washington sous l'égide de l'administration Trump. Il en est de même pour les discussions de Doha, menées sous l'égide de l'Émir du Qatar, entre Kinshasa et la rébellion de l'AFC/M23, soutenue par le Rwanda, qui peinent à produire des résultats concrets sur le terrain. Cette inertie diplomatique a favorisé la poursuite de violents affrontements entre l'AFC/M23, appuyée par le Rwanda, et les forces gouvernementales. Par ailleurs, le dialogue national, pourtant réclamé par plusieurs acteurs sociopolitiques pour accompagner ces initiatives, tarde à être convoqué. Après avoir annoncé en mars 2025 son retrait du rôle de médiateur dans la crise congolaise, l'Angola opère actuellement un retour progressif et discret dans le dossier. Luanda a relancé des consultations élargies, multipliant les contacts avec la quasi-totalité des parties prenantes impliquées dans la crise. (Actualité.CD)

**Environ 500 ménages de déplacés en détresse dans la chefferie des Bashu à Beni.** Ces ménages, constitués majoritairement des femmes et des enfants, fuient depuis une semaine les attaques répétées des rebelles ADF dans certaines localités du territoire de Lubero. Les déplacés internes sont accueillis dans des familles d'hébergement. « Nous demandons à la population d'accueillir nos frères et sœurs avec hospitalité et de faire enregistrer tous ceux qui sont dans des familles d'accueil auprès des chefs d'entités. Nous appelons les personnes de bonne volonté, les humanitaires et les autorités à leur apporter l'aide nécessaire, ces déplacés ayant fui leurs entités sans emporter quoi que ce soit ».

**Davos 2026 : la RDC délaisse la « diplomatie de sollicitation » pour une stratégie de partenariat.** Pendant cinq jours, la délégation congolaise a multiplié les échanges avec les leaders mondiaux, les capitaines d'industrie et les



responsables d'organisations internationales. Le ministre du Commerce extérieur a affirmé que la participation de la RDC à cette édition 2026 marque un tournant historique dans la diplomatie économique du pays : « Nous nous sommes présentés non pas pour demander de l'aide, mais pour sceller des partenariats avec tous les grands de ce monde. C'est le passage de la diplomatie de sollicitation vers la diplomatie d'influence et de partenariat », a-t-il affirmé. L'accent a été mis sur les opportunités économiques concrètes que représentent les ressources naturelles et minières du pays, dont le monde dépend pour sa transition énergétique et technologique. Pour le ministre, il est temps que la RDC cesse de se plaindre de sa situation pour enfin exploiter ses opportunités et devenir le moteur de croissance qu'elle est censée être.

**Le commandement militaire américain pour l'Afrique examine les possibilités de coopération en matière de sécurité avec les Fardc.** Le chef de l'équipe du commandement militaire américain pour l'Afrique (Africom) rendant visite le 22 janvier aux Fardc a salué « la volonté et la coopération constantes des Fardc pour explorer les moyens de renforcer notre coopération en matière de sécurité et de faire progresser la paix par la force. Cette visite témoigne de notre soutien indéfectible aux Fardc et au gouvernement de la RDC », a-t-il ajouté. Jusqu'à présent, l'ambassade des États-Unis finançait des programmes d'assistance et de formation professionnelle pour les Fardc, ainsi que des initiatives visant à former et équiper des policiers et à construire des postes de police. Ce dispositif est appelé à évoluer, avec pour objectif affiché de renforcer la coopération en matière de sécurité et de défense et de protéger les infrastructures critiques.

**Samedi 24 janvier.**

**Plus de 500 ménages de retour à Nyamamba en 3 jours à la suite d'une accalmie sécuritaire,** dans la plaine du lac Albert. Ces ménages reviennent, les uns, des sites de déplacés de Tchomia et Kasenyi, et les autres, de l'Ouganda où ils s'étaient réfugiés pour fuir 8 mois d'affrontements entre les Fardc et la milice de la Convention pour la révolution populaire (CRP) de Thomas Lubanga. L'appel au retour volontaire lancé par les autorités locales a été entendu, mais la réalité sur place est brutale. « Il n'y a ni maisons, ni latrines. Les retournés passent la nuit sous les arbres. Tout a été rasé lors des affrontements de l'année dernière », témoigne un activiste de la société civile. Les besoins identifiés comme prioritaires sont les abris d'urgence pour protéger les familles des intempéries, l'accès à l'eau potable pour prévenir les maladies hydriques ainsi que les articles ménagers essentiels dont des kits de cuisines et des couvertures. La situation sanitaire est tout aussi préoccupante. Bien que le centre de santé local ait été physiquement réhabilité par le chef coutumier des Bahema Banywagi, il demeure une « coquille vide ». La structure n'est ni équipée, ni approvisionnée en médicaments essentiels.

**Une cinquantaine de femmes pêcheuses appelées à participer à la vie politique en RDC.** Lors d'un atelier organisé à Kinshasa, à la Cité des pêcheurs de Kinkole, dans la commune de la N'Sele, le Réseau pour le développement intégral (REDIC-AW FISH Net) a exhorté ces femmes à ne pas se sous-estimer. « La finalité est que les femmes pêcheuses et transformatrices de poissons puissent prendre conscience de leur rôle et de leurs responsabilités, compte tenu de leur nombre et de leur participation à la sécurité alimentaire dans notre pays ». La coordonnatrice nationale de l'ONG Redic a par ailleurs persuadée que la présence de la femme pêcheuse dans les instances de prise de décision va aider à booster non seulement le travail de pêche, l'aquaculture mais également ce secteur longtemps marginalisé.

**RDC : le Prix franco-allemand des droits de l'Homme 2025 décerné à Nelly Mbangi, coordonnatrice de l'ONG Sauti ya Mama Mukongomani.** « À travers ses différentes responsabilités, son action s'est prioritairement concentrée sur la protection des populations les plus vulnérables face aux conflits armés et aux violences structurelles. Le prix remis aujourd'hui traduit la conviction partagée par l'Allemagne et la France selon laquelle la défense des droits humains repose avant tout sur l'engagement concret de femmes et d'hommes agissant sur le terrain, souvent dans des contextes difficiles ». Le Prix franco-allemand des droits de l'Homme a été institué en 2016 par les ministres des Affaires étrangères des deux pays. Selon lui, cette distinction constitue un message politique fort : lorsqu'il est question de droits humains, l'Allemagne et la France s'expriment d'une seule voix. « Ce prix est avant tout une reconnaissance des efforts collectifs fournis par les organisations de défense des droits humains en RDC. Il est aussi un hommage à toutes les victimes pour leur remarquable résilience. Je le dédie également aux défenseurs des droits humains contraints à l'exil ou vivant comme déplacés de guerre, loin de leurs familles et sans assistance. Ce prix est le vôtre, il est le nôtre. En l'acceptant, je renouvelle mon engagement à poursuivre ce combat avec détermination, intégrité et sans compromis », a-t-elle déclaré.

**Le gouvernement rédige un rapport sur les violations des droits humains à Goma et Bukavu,** une année après leur occupation par les groupes rebelles. Les travaux de rédaction de ce document se dérouleront du 29 janvier au 7 février 2026. Selon le ministre des Droits humains, cette démarche vise à établir une documentation rigoureuse, crédible et consolidée des nombreuses violations des droits humains perpétrées dans les villes de Goma et Bukavu durant la



période d'occupation rwandaise. Ce document de référence servira à la fois d'outil de plaidoyer, de mémoire collective et de base pour d'éventuelles poursuites judiciaires. Les travaux consisteront principalement à compiler et harmoniser les différents rapports produits par les organisations nationales et internationales de défense des droits de l'homme, afin de créer un document unique, exhaustif et structuré, reflétant fidèlement les exactions subies par les populations civiles.

**La RDC se dote d'une Stratégie quinquennale de l'éducation nationale.** Selon le ministère de l'Éducation, ce plan quinquennal marque un tournant décisif pour la résilience du système éducatif national de la RDC. Cette nouvelle stratégie repose sur des engagements clairs visant à assurer la continuité des apprentissages en toute circonstance, à renforcer la capacité du système à absorber les chocs et à garantir une protection ainsi qu'un soutien psychosocial aux apprenants les plus vulnérables. Face à la crise humanitaire qui secoue le pays, le gouvernement Suminwa réaffirme que l'éducation ne peut être sacrifiée, car l'école doit demeurer un espace de protection, de paix et de continuité, même dans les zones les plus touchées par la guerre. À l'occasion de cette Journée internationale de l'Éducation, le ministère appelle la communauté internationale ainsi que l'ensemble des acteurs éducatifs à se mobiliser. « Investir dans cette stratégie, c'est choisir de protéger le capital humain congolais et de garantir que la lumière de l'apprentissage ne s'éteigne jamais, quelles que soient les difficultés rencontrées », conclut le communiqué.

**Le CICR s'alarme face à l'accès difficile aux soins pour les blessés des combats à Fizi.** Dans l'est de la RDC, depuis la nouvelle offensive lancée par le groupe armé AFC/M23, soutenu par le Rwanda, au Sud-Kivu au mois de décembre, les affrontements n'ont pas véritablement cessé. Ces violences armées ont provoqué une flambée alarmante du nombre de blessés par armes et une dégradation sévère de l'accès aux soins de santé. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), tire la sonnette d'alarme : le niveau de saturation est critique à l'hôpital général de référence de Fizi que soutient le CICR et où une équipe chirurgicale d'urgence est arrivée en renfort le 10 janvier. Depuis la fin du mois de décembre, le nombre de blessés hospitalisés dans cette structure a été multiplié par quatre. « Au 18 janvier, il y avait 115 patients pour une capacité de 25 lits » le CICR a donc dû installer des tentes supplémentaires sur place. Le médecin alerte aussi sur une autre problématique : l'accès aux soins. Selon lui, « la plupart des nouveaux cas sont arrivés avec des blessures infectées à cause d'une prise en charge retardée ». Le CICR souligne que de nombreuses structures de santé de première ligne restent en effet paralysées en raison des combats et de l'insécurité dans la région. Elles sont victimes de pillages et manquent désormais de médicaments ou de personnel soignant contraint de fuir les violences. (RFI)

#### **Dimanche 25 janvier.**

**La zone de santé de Beni reçoit des médicaments contre la malnutrition et le paludisme,** fourni par le gouvernement via le ministère de la Santé. Cette dotation vise à renforcer la prise en charge dans une région durement touchée par ces pathologies endémiques, aggravées par les conflits armés. La coordonnatrice provinciale à la santé précise : « Cette zone endémique a enregistré de nombreux cas et décès ; le gouvernement a entendu les cris d'alarme de la population. »

**Le Nord-Kivu confronté aux perturbations de la téléphonie mobile depuis plusieurs jours.** Les opérateurs Vodacom, Airtel et Orange sont concernés. Les territoires de Walikale, Masisi et Rutshuru figurent parmi les plus touchés. L'absence de connexion perturbe fortement les activités socio-économiques. Après plus d'une semaine de coupure, la communication reste quasi impossible dans plusieurs localités. Les opérations financières, largement basées sur la monnaie électronique dans ces zones dépourvues de services bancaires, sont totalement paralysées. Si les causes exactes de ces perturbations ne sont pas encore officiellement confirmées par les entreprises de télécommunication Airtel et Orange, un technicien de Vodacom indique que de fortes pluies auraient endommagé plusieurs équipements de liaison satellitaire à Maluku, provoquant des perturbations en cascade dans plusieurs provinces de la RDC, dont le Nord-Kivu.

**Trois civils tués et plusieurs disparus dans une double attaque des ADF à Irumu.** Les faits remontent au 23 janvier, lorsque les militaires Fardc et UPDF ont lancé une offensive contre les ADF dans la région de Kazaroho, dans la chefferie de Walese Vonkutu. Après avoir subi de lourdes pertes, les rebelles en fuite auraient attaqué Ahombo et Mangwalo, tuant deux civils par balle trois civils. Plusieurs personnes disparues lors du drame n'ont toujours pas été retrouvées.

L'ASADHO dénonce des « détentions arbitraires » opérées par le Conseil national de cyberdéfense. Le Conseil national de cyberdéfense (CNC) créé, il y a deux ans, pour contrer les cyberattaques, est aujourd'hui auteur d'arrestations d'opposants et d'acteurs sociaux, des arrestations qualifiées « d'enlèvements » par l'Association africaine des droits de l'homme (ASADHO). « Le Conseil national de cyberdéfense n'est ni une police politique, ni une juridiction. Cette institution opère en violation de la loi qui l'a créée mais aussi en violation de la Constitution et des instruments



juridiques internationaux ratifiés par la République. Les violations des droits de l'homme qu'elle commet sont énormes. Ce sont notamment des détentions arbitraires durant plusieurs mois. Il y a des personnalités politiques comme aussi de la société civile qui ont déjà fait entre huit et neuf mois de détention ». Nous reprochons des visites nocturnes chez des citoyens, sans aucun mandat. C'est un Conseil qui opère totalement en marge des lois de la République et donc, ce qu'il faut, c'est soit l'obliger à respecter les lois de la République ou, tout simplement, dissoudre ce Conseil. Il agit comme un service secret, mais politique. On ne peut pas construire un État de droit en utilisant des méthodes qui portent atteinte aux droits des citoyens, en cherchant à noyer toute voix dissidente. (RFI)

**Deux positions du M23 ciblées par des frappes de drones de l'armée congolaise à Walikale.** Ces frappes ont visé les collines dominant les villages de Mpety et Mindjendje, dans la localité de Banakindi. Le village de Mpety, situé à environ 18 km de Pinga, abrite une importante base logistique de l'AFC/M23. Ces frappes interviennent 24 heures après des bombardements à Buleusa (groupement Ikobo, Walikale) et à Kikuku (Rutshuru). Le même vendredi, les FARDC et Wazalendo ont repoussé une attaque rebelle sur la colline de Nkobe, toujours à Walikale.

**Lundi 26 janvier.**

**Le Parlement des jeunes alerte sur la paralysie des activités scolaires à Bule,** au territoire de Djugu (Ituri), une semaine après la reprise de la zone par l'armée nationale après son occupation durant un mois par les miliciens de la Convention pour la Révolution Populaire (CRP). Le Parlement des jeunes de l'Ituri exprime ses inquiétudes pour des milliers d'enfants privés de leur droit à l'éducation et appelle le Gouvernement à restaurer la sécurité totale pour un retour rapide en classe. Il demande par ailleurs la sécurisation effective de la région par les autorités compétentes, la réouverture immédiate des écoles pour garantir la continuité de l'éducation des enfants, ainsi que l'implication urgente du gouvernement provincial et des partenaires humanitaires pour protéger et assister les enfants affectés.

**Le quartier Joli Site de Lubumbashi électrifié pour la première fois depuis son existence.** Depuis sa création il y a plusieurs années, c'est la toute première fois que ce quartier périphérique bénéficie d'électricité. Le quartier Joli Site se caractérise par des infrastructures modernes nouvellement construites, notamment des hôtels et des hôpitaux. La SNEL indique que le transformateur d'une capacité de 630 KVA peut alimenter jusqu'à 400 ménages.

**Le Gouverneur négocie un partenariat avec l'Allemand Cremer pour l'élimination des déchets plastiques et la production d'énergie.** La société Cremer de Konzendorf, basée à Düren en Allemagne, a accueilli le gouverneur de Kinshasa : l'objectif, explorer les pistes de collaboration pour transformer Kinshasa en une ville moderne et durable. Le gouverneur Bumba Lubaki a présenté son ambition de faire de Kinshasa une ville modèle, avec des priorités claires: urbanisme cohérent, numérisation des structures communales, lutte contre la criminalité et la corruption. Mais le projet phare confié à Cremer est l'élimination durable des déchets plastiques, couplée à la production d'énergie. Un défi majeur pour la ville, tant sur le plan écologique qu'économique et social. (AfricaNews)

**Les Fardc et des jeunes récupèrent les corps de 25 civils tués par les ADF à Walese Vonkutu.** Le drame s'est produit dans des zones déjà déclarées interdites d'accès par les autorités en raison de la présence active de rebelles ADF en errance. Ces espaces champêtres, situés en profondeur vers la limite avec Mambasa, le long de la rivière Ituri, n'avaient pas encore été totalement sécurisés. Des opérations conjointes FARDC-UPDF sont actuellement menées pour neutraliser les groupes armés encore actifs dans la région. Ce nouveau massacre illustre la persistance de la menace ADF dans le territoire d'Irumu, malgré les opérations militaires en cours. Les autorités civiles locales appellent à un renforcement de la présence de l'armée afin de protéger les populations civiles et d'empêcher de nouvelles exactions.

**Les FARDC reprennent le contrôle plusieurs villages occupés par les Wazalendo à Kailo (Maniema),** depuis le 25 janvier. C'est à l'issue d'affrontements intervenus depuis jeudi dernier jusqu'en fin de semaine. Les combats entre les Fardc et les Wazalendo se sont déroulés dans les villages de Kasenga, Kibaraka et Ndekemanga, selon les autorités provinciales et la société civile locale. A l'issue des combats, l'armée a repoussé les miliciens dont certains se sont repliés vers le village Mabanga, 72 km de Kindu, dans le territoire de Pangui. D'autres sont en débandade dans les brousses environnantes de Kailo. Ce lundi, la situation est redevenue normale dans la matinée dans les villages récupérés par l'armée, même si certains ménages continuent de fuir par crainte de nouveaux affrontements.

**Une évasion à la prison d'Osio fait six morts.** L'incident s'est produit aux environs d'une heure du matin, sous une pluie battante. Les prisonniers avaient creusé un trou dans le mur de la prison pour accéder à la cour et pouvoir s'évader. C'est là qu'ils se sont retrouvés face aux militaires en poste, qui ont ouvert le feu : 6 prisonniers ont été tués sur le coup, 14 autres ont réussi à s'échapper, tandis que 10 ont été rattrapés et reconduits dans l'établissement. Les enquêtes sont ouvertes pour déterminer les responsabilités et éclairer les zones d'ombre de cette tragédie.



**Ituri : Hema et Lendu se retrouvent autour d'un match de football, une première depuis 10 ans.** Cet événement marque une étape symbolique dans la consolidation de la cohésion sociale en province de l'Ituri. Il fallait remonter à 2015 pour voir une telle affluence (plus de 5 000 membres des communautés Hema et Lendu) réunissant ces deux communautés, autrefois séparées par des cycles de violences. À Tsalaka, localité située à 50 km au nord de Bunia, l'ambiance n'était pas seulement à la compétition, mais surtout aux retrouvailles. Ce rapprochement est le fruit d'un travail de longue haleine mené par la jeunesse de Lopa (communauté Hema), qui a réussi à mobiliser les leaders de Loga (communauté Lendu). L'initiative a bénéficié de l'appui des chefs de secteurs, de chefferies et des structures locales de jeunes. La rencontre a également offert un espace de dialogue sur les enjeux sécuritaires. Profitant de l'accalmie observée depuis trois mois dans la zone, les leaders communautaires ont échangé sur des solutions concrètes pour pérenniser la paix. L'activité s'est déroulée en présence des autorités militaires, témoignant d'une approche complémentaire entre les opérations de sécurisation menées par les Fardc et les efforts de dialogue communautaire.

**Est de la RDC: un an après la bataille de Goma, la fermeture de son aéroport pèse toujours sur la région.** Douze mois après la prise de la ville de Goma par le groupe politico-militaire AFC/M23, le seul aéroport international des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu est toujours fermé, malgré les différents appels à la réouverture de cet aéroport, pour des vols humanitaires, avec de multiples conséquences humanitaires, économiques et sociales.

**Mardi 27 janvier.**

**Paix dans l'Est de la RDC : le camp de Denis Mukwege propose 3 piliers pour restaurer l'intégrité nationale.** Un an après la chute de Goma aux mains de la coalition M23-Rwanda, les proches du Prix Nobel de la paix, Denis Mukwege, montent au créneau. Pour eux, les récentes tractations diplomatiques à Doha ou Washington ne constituent que des «solutions de façade ». Ils préconisent une approche radicalement différente, articulée autour de 3 axes majeurs. Le premier pilier repose sur l'application intégrale de la résolution 2773 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée en 2025. Ce texte offre le cadre nécessaire pour sanctionner les agresseurs et exiger le retrait immédiat des troupes étrangères. Le second axe suggère la tenue d'une conférence internationale sur la paix et la sécurité dans la région des Grands Lacs. Cette conférence devrait permettre d'identifier clairement les responsabilités de chaque acteur régional, de mettre fin au pillage des ressources naturelles qui alimente le conflit, ainsi que de garantir la stabilité des frontières héritées de la colonisation. Enfin, la nécessité d'un dialogue national. Contrairement aux schémas de partage de pouvoir, ce dialogue est ici présenté comme une nécessité pour reconstruire la cohésion interne et définir une stratégie de défense commune.

Il souligne notamment l'accessibilité tarifaire

**HJ Hospitals désormais opérationnel dans la commune de la N'Sele.** Après les communes de Limeté, de la Gombe et de Lemba, HJ Hospitals étend désormais ses services dans la commune urbano-rurale de la N'Sele. Depuis ce 26 janvier, cet établissement hospitalier fonctionne en continu, 24h sur 24, avec plusieurs services déjà opérationnels : la gynécologie-obstétrique, la maternité, la chirurgie, la pédiatrie, la médecine interne et l'imagerie médicale. Cette implantation répond à un objectif : rapprocher la population de soins de qualité afin de sauver davantage de vies. Le médecin directeur souligne notamment l'accessibilité tarifaire : la consultation chez les médecins généralistes coûte 5 USD, tandis que celle chez les médecins spécialistes est fixée à 10 USD.

**Reprise des activités lacustres sur le lac Tanganyika après le retrait du M23 à Uvira,** ce 27 janvier 2026, un mois et demi après leur suspension due à l'occupation d'Uvira par les rebelles du M23. Tous les échanges commerciaux lacustres sont désormais autorisés entre Uvira, Fizi, Kalemie, ainsi qu'avec les pays voisins, notamment le Burundi, la Tanzanie et la Zambie. Cette mesure vise selon les autorités, à soulager une population durement touchée et à relancer les activités des commerçants paralysés par le conflit. L'autorité territoriale rappelle que la suspension initiale avait pour objectif d'empêcher l'infiltration des éléments M23 vers Fizi et Kalemie. Toutefois, le gouverneur Purusi exhorte les services de sécurité frontaliers à la plus grande vigilance.

**La Monusco rapatrie 15 ex-combattants FDLR rwandais vers leur pays d'origine,** et 19 membres de leurs familles. Il s'agit de la 3<sup>ème</sup> vague de retours volontaires depuis le 1<sup>er</sup> janvier, portant le total à 60 personnes (33 ex-combattants et 27 proches) depuis janvier 2026. La Monusco dit observer ces derniers mois une hausse des redditions volontaires parmi les Hutu rwandais affiliés aux FDLR dans les périphéries de Goma, au Nord-Kivu. Près de 300 ont été sécurisés et rapatriés depuis l'an dernier sous l'égide de la section DDRS. Ce processus s'inscrit dans l'accord de paix de Washington, entre la RDC et le Rwanda, qui priorise la neutralisation des FDLR via la sensibilisation et des opérations ciblées.



**Le Rwanda reconnaît "une coopération en matière de sécurité avec l'AFC/M23".** Alors que Kigali a toujours nié toute collaboration en République démocratique du Congo avec le groupe armé AFC/M23, l'ambassadrice du Rwanda aux États-Unis a évoqué des liens entre la rébellion et les autorités rwandaises. Lors de son témoignage devant la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants américaine, elle a déclaré que cette collaboration sécuritaire vise à protéger la minorité Tutsi, à prévenir les menaces transfrontalières et à empêcher la résurgence d'un génocide. Cette déclaration de l'ambassadrice rwandaise peut donner le sentiment d'un changement de cap dans la doctrine diplomatique de Kigali. Mais ces propos n'ont fait l'objet d'aucune confirmation officielle, ni de la part du M23, ni des autorités rwandaises que TV5MONDE a sollicités. À Kinshasa, cette déclaration est tout de même perçue comme une victoire symbolique après des années d'ingérence. Pour le gouvernement congolais, l'enjeu est majeur. Une officialisation de la coopération Kigali-M23 pourrait renforcer sa position et lui permettre de réclamer davantage de sanctions internationales contre le Rwanda. (TV5Monde)

**En Ituri, les Casques bleus protègent les champs et les écoles.** L'opération "Récolte sécurisée" vise à permettre aux communautés d'accéder en toute sécurité à leurs champs pendant la saison des récoltes. Les Casques bleus y parviennent grâce à une présence et des patrouilles renforcées, ainsi qu'à leur engagement auprès des communautés et des autorités locales. Ils soutiennent également les mécanismes d'alerte précoce et de réponse rapide afin de dissuader les activités des groupes armés et de garantir la liberté de circulation le long des principaux axes routiers, a-t-il ajouté. Depuis le lancement de l'opération, fin octobre 2025, la mission de maintien de la paix a déployé plus de 200 patrouilles. Celles-ci ont protégé près de 18 000 personnes et sécurisé la récolte et le transport de plus de 17 000 tonnes de produits alimentaires tels que le manioc, le maïs, les pommes de terre, les bananes et les ananas, a précisé M. Dujarric. Par ailleurs, la MONUSCO a lancé l'opération « École sécurisée », créant ainsi un environnement protecteur pour 11 500 élèves dans des zones ciblées de la province de l'Ituri. Des patrouilles ont été déployées autour des écoles afin de garantir la sécurité des élèves et du personnel et de maintenir les établissements scolaires ouverts et sécurisés. (Monusco)

**Félix Tshisekedi inaugure le nouveau campus de l'Université de Kananga.** Situé dans le village de Katambayi, ce nouveau complexe universitaire (Unikan) doté d'infrastructures de standing international, marque une étape décisive pour la formation de la jeunesse au Kasai-Central. Ce campus moderne d'une capacité d'accueil de 3 200 étudiants vise à freiner l'exode des jeunes vers d'autres provinces ou l'étranger pour leurs études supérieures. L'Unikan propose désormais un cadre d'apprentissage optimal pour ses neuf facultés, allant de la Médecine à la Polytechnique, en passant par le Droit, l'Agronomie et l'École supérieure des arts et métiers. Le nouveau campus a été conçu comme une véritable cité universitaire comprenant : des bâtiments académiques abritant les bureaux et des laboratoires équipés, une bibliothèque moderne et des homes pour étudiants, des restaurants universitaires et des espaces de vie. Un obstacle majeur assombrit ce tableau : l'éloignement du site. Située à environ 12 kms de Kananga, l'université est difficilement accessible.

**RDC: nouvelles enquêtes sur le fonds d'indemnisation des victimes d'affrontements ayant impliqué l'Ouganda**  
Nouvelle polémique en RDC autour du Fonds spécial de réparation et d'indemnisation des victimes des activités illicites de l'Ouganda (Frivao), qui est alimenté par les 325 millions USD que Kampala doit verser à la RDC, après sa condamnation par la Cour internationale de justice pour les exactions commises entre 1998 et 2003 dans l'est du pays. Ce fonds censé indemniser les victimes et leurs ayants droit se retrouve au cœur de soupçons de détournement. Selon le calendrier établi, l'Ouganda est censé avoir déjà versé à la RDC 260 millions USD. S'il est respecté, il ne resterait qu'un seul décaissement à effectuer : 65 millions de dollars. Pourquoi une nouvelle enquête aujourd'hui alors que plusieurs autres avaient déjà été lancées ? Cette fois, l'impulsion vient du procureur général près la Cour de cassation, qui a donné instruction d'en ouvrir d'autres, car la justice fait état d'un gonflement du nombre de victimes : celles-ci seraient passées d'environ 3 000 certifiées à plus de 14 000, voire 16 000, pour la seule ville de Kisangani, selon le ministre de la Justice. Ce dernier parle d'une augmentation incontrôlée. Un bond que les autorités disent aujourd'hui vouloir éclaircir. (RFI)

**Mercredi 28 janvier.**

**L'ICCN Beni lance une vaste opération contre le trafic de charbon de bois dans le Parc des Virunga.** Sur l'axe routier Beni-Kasindi, le dispositif est rigoureux : des gardes du parc, appuyés par les services de sécurité, interceptent systématiquement les motos chargées de sacs de braises (makala) et les camions transportant des planches en provenance des zones protégées. Pour l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) cette intervention est une question de survie pour la biodiversité locale, notamment dans la vallée de la Semuliki où la déforestation atteint des proportions alarmantes. Le chargé de communication de l'ICCN, rappelle la base légale de cette action : « La carbonisation et la coupe de bois sont strictement interdites dans les aires protégées. Détruire le parc, c'est fragiliser notre écosystème et nous exposer au dérèglement climatique ». L'objectif affiché est double : décourager les acteurs de



ces actes répréhensibles et restaurer l'autorité de l'État dans une zone où les groupes armés tirent souvent profit de ce commerce illicite. Cependant, sur le terrain, la Société civile du Congo, antenne de Beni, dénonce ce qu'elle qualifie de « tracasseries » de la part des gardes du parc à l'encontre des petits exploitants et transporteurs. De leur côté, les chefs des localités riveraines craignent une escalade des tensions. Ils plaident pour une approche moins frontale : un dialogue inclusif entre les agriculteurs, les exploitants de bois et l'ICCN.

**Lubero : violents affrontements entre Wazalendo et rebelles M23 à Mighende**, dans le territoire de Lubero, au Nord-Kivu. Des éléments de l'AFC/M23 ont attaqué une position des Wazalendo, incendiant leur campement. De violents échanges de tirs ont été signalés dans la zone. Ces affrontements ont provoqué des mouvements de population. Plusieurs familles ont quitté Mighende pour se réfugier dans des localités voisines, craignant une intensification des combats.

**Julien Paluku : « Les véritables FDLR que poursuit Kigali, ce sont les minerais congolais »**. Ministère du commerce extérieur a dénoncé ce qu'il qualifie de stratégie rwandaise de destruction du capital humain et du tissu économique de la RDC. Pour lui, derrière les offensives militaires se cache une logique de pillage systématique des ressources naturelles : « Le volume des exportations de minerais est passé de 70 millions à 2 milliards de dollars au Rwanda [en une année], qui ne dispose pourtant pas de gisements miniers. Les véritables FDLR qu'il poursuit ce sont les minerais congolais ». A l'ONU et à l'UA, le président Tshisekedi et le Gouvernement rappellent sans cesse que la guerre menée dans l'est de la RDC par « le Rwanda via l'AFC/M23 » a des visées économiques par les pillages des ressources minières de la RDC.

**Deux morts et plus de 2 000 maisons endommagées après une pluie diluvienne à Kindu**, le 27 janvier. L'orage, qui a débuté aux premières heures de la matinée, a transformé les rues en torrents, emportant toitures, murs et infrastructures de franchissement. L'ampleur du désastre est accentuée par la crue soudaine de plusieurs cours d'eau qui traversent la ville. Toutes ont débordé, envahissant les quartiers riverains. Plusieurs ponts ont été sérieusement endommagés, coupant certains quartiers du reste de la ville et compliquant l'acheminement des premiers secours.

**Décès à Kinshasa de Roland-Gilbert Okito Lumumba, fils de Patrice Lumumba**. Né en 1958, Roland Lumumba était architecte de formation. Il avait toutefois marqué la vie politique congolaise en siégeant pendant une dizaine d'années comme député national. Très attaché à l'héritage politique et historique de son père, figure majeure de l'indépendance congolaise, Roland Lumumba avait été particulièrement actif dans les démarches judiciaires visant à faire la lumière sur l'assassinat de Patrice Lumumba en 1961. Il s'était rendu à plusieurs reprises en Belgique, notamment récemment à Bruxelles, pour assister à des audiences devant la justice belge, affirmant que sa démarche relevait d'une « soif de savoir » et non d'une volonté de vengeance. Il avait également joué un rôle central dans le processus de rapatriement en RDC de la relique de Patrice Lumumba, conservée en Belgique, restituée officiellement à la RDC en juin 2022. Dans plusieurs interventions publiques, Roland Lumumba insistait sur la dimension historique de son père, refusant de le réduire à une figure familiale. Il évoquait le rôle de son père comme « père de l'indépendance » et figure fondatrice pour l'Afrique. La disparition de Roland-Gilbert Okito Lumumba intervient alors que les procédures judiciaires liées à l'assassinat de Patrice Lumumba se poursuivent encore en Belgique. **(Actualité.CD)**

**La communauté humanitaire revoit son plan de réponse à la baisse malgré des besoins persistants**. Les besoins sont estimés à 1,4 milliard de dollars pour venir en aide à 7,3 millions de personnes ciblées, principalement dans l'est du pays. « La situation n'a jamais été aussi critique. » Selon Bruno Lemarquis, coordinateur de la communauté humanitaire en RDC, plus de 200 000 victimes de violences basées sur le genre, plus de 26 millions de Congolais en insécurité alimentaire, plus de 4 millions d'enfants en malnutrition aigüe, une augmentation par deux des cas de choléra et par 80 % des cas de mpox ont été enregistrés. À cela s'ajoutent les 5,3 millions de déplacés, dont 700 000 uniquement sur les dernières semaines. Et la tendance est à la hausse, affirme la ministre des Affaires sociales et des Actions humanitaires, qui observe que le pays reste confronté à une crise « complexe, prolongée et sans précédent ». Il s'agit pour autant d'une baisse vis-à-vis de l'année 2025, où les besoins avaient été estimés à 2,5 milliards de dollars. Une baisse qui répond à un changement de stratégie. En clair, les besoins n'ont pas baissé, mais il faut prioriser. « Hyperpriorisé ». « Le plan qu'on a lancé prend en compte une crise humanitaire et une crise financière », justifie Bruno Lemarquis. **(RFI)**

**Jeudi 29 janvier.**

**Un mort et plusieurs blessés dans des attaques de miliciens à Iga-Barrière et Pimbo**, brisant une accalmie de trois mois. L'attaque la plus meurtrière a eu lieu à Iga-Barrière, situé à 25 km de Bunia. Des hommes armés, identifiés comme appartenant à la Convention pour la Révolution Populaire (CRP), ont ouvert le feu sur des clients dans un bistrot. Quatre personnes ont été atteintes par les projectiles. L'une d'entre elles a succombé sur place, tandis que les



trois autres blessés ont été évacués pour des soins appropriés. Parallèlement, la milice Codeco a mené des actions de harcèlement dans la localité de Pimbo le lundi soir. Si aucun mort n'est à déplorer suite aux tirs en direction des civils, la tension reste vive.

**Le gouvernement provincial de Kinshasa interdit les morgues clandestines et autonomes.** Le constat est alarmant : des centaines de morgues sont répertoriées dans presque tous les quartiers de la capitale, souvent au mépris des règles de zonage. La nouvelle réglementation rappelle une norme fondamentale, celle de l'adossement hospitalier obligatoire. En effet, une morgue ne peut être construite, ouverte ou gérée que par un hôpital dûment agréé. Aucune personne physique, société commerciale ou structure non hospitalière n'est donc autorisée à exploiter une morgue de manière autonome. Le facteur humain est également pris en compte. Pour garantir un traitement digne et professionnel des dépouilles, le ministère exige désormais que toute personne travaillant au sein d'une morgue bénéficie d'une certification officielle.

Les contrevenants s'exposent désormais à des sanctions sévères et à la fermeture immédiate de leurs installations.

**Lancement du Plan de réponse humanitaire 2026 sur fond de crise de financement.** Dans un contexte de baisse drastique de l'aide internationale, les autorités et les Nations Unies appellent à une gestion rigoureuse des ressources pour venir en aide à des millions de déplacés internes. Face à cette pénurie de ressources, la ministre des Affaires sociales, Actions humanitaires et Solidarité nationale, a exhorté les acteurs humanitaires à une discipline budgétaire stricte. L'idée est de faire « plus avec moins » pour ne pas abandonner les victimes. Le succès de ce plan 2026 reposera donc essentiellement sur la capacité de la RDC et des humanitaires à convaincre les bailleurs de ne pas se détourner d'une crise qui figure parmi les plus graves et les plus négligées au monde.

**Un an après l'occupation Goma par l'AFC/M23 : des centaines de défenseurs des droits humains toujours en exil.** Dès les premières heures de l'occupation, une vague de départs a vidé la ville de ses forces vives. Défenseurs des droits de l'homme, acteurs de la société civile, journalistes, membres du clergé et agents de l'État ont été les premiers à prendre le chemin de l'exil pour échapper aux représailles. Le président de la société civile dresse un constat amer : la population, déjà appauvrie, est soumise à des impôts et taxes démesurés qui alimentent l'effort de guerre rebelle ; les petites et moyennes entreprises ont cessé de fonctionner, laissant des milliers de Gomatraciens sans emploi. Alors que les initiatives diplomatiques se multiplient à l'échelle régionale, les déplacés de Goma, éparpillés dans plusieurs villes du pays et de la sous-région, attendent toujours le signal d'un retour sécurisé dans leurs foyers.

**Conférence de Paris sur la RDC : près de 900 millions d'euros mobilisés pour l'assistance humanitaire.** Cette conférence, organisée le 30 octobre 2025 à l'initiative de la France et du Togo, avait comme but affiché de mobiliser la communauté internationale face à l'urgence humanitaire dans l'est de la RDC et, plus largement, dans la région des Grands Lacs. Près de 70 États et organisations internationales, ainsi qu'une quarantaine d'ONG, s'étaient réunis. Au 28 janvier, près de 900 millions d'euros sur les 1,5 milliard promis ont été mobilisés. Ces montants concernent exclusivement l'aide humanitaire d'urgence. Leur suivi est assuré en coopération avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (Ocha). La majorité de ces financements provient des États membres de l'Union européenne et de l'Union européenne elle-même. Selon les sources diplomatiques, sur le terrain, cet argent permet notamment de financer des programmes de prise en charge médicale, psychosociale, juridique et socio-économique pour des survivants de violences sexuelles, en particulier dans le territoire de Masisi. (RFI)

**La DINACOPE digitalise le contrôle physique des enseignants de la RDC.** Le Directeur national de la Direction nationale de contrôle, de la préparation de la paie et de la maîtrise des effectifs des enseignants a indiqué que : « pour la paie des enseignants, ce système nous apporte une carte biométrique à puce et une carte Visa multifonctionnelle. Cela permettra d'éliminer plusieurs failles dans la bancarisation, notamment les arriérés de salaires, les retards dans le transport des fonds ainsi que les ponctions inhabituelles et intempestives de certains opérateurs de paie ». Il a assuré qu'avec cette nouvelle carte, l'enseignant percevra son salaire par voie électronique. Pour la ministre d'État en charge de l'Éducation nationale, la transition du format papier vers le numérique répond à un impératif de bonne gouvernance.

**Nord-Kivu : Plus de 100 cas de rougeole enregistrés en décembre 2025 dans la zone de santé de Walikale.** Ces données alarmantes témoignent de la persistance du risque de propagation de cette maladie hautement contagieuse dans la région, en particulier au sein des communautés vulnérables. Les enfants âgés de moins de cinq ans constituent la tranche la plus affectée par cette épidémie. Les malades ont bénéficié d'une prise en charge gratuite grâce à l'appui de l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières (MSF). La principale cause de cette recrudescence est le non-respect du calendrier vaccinal par certains parents. Face à cette situation, les autorités sanitaires locales appellent les parents et les responsables communautaires à faire vacciner systématiquement les enfants. (Actualité.CD)



**Vendredi 30 janvier.**

**Les étudiants de Lubero se mobilisent face à la menace des ADF.** Depuis décembre 2025, le territoire de Lubero est le théâtre d'une recrudescence de violences qui provoque des déplacements massifs de population vers des zones jugées plus sécurisées. Cette insécurité généralisée paralyse désormais l'économie locale, le système judiciaire et l'accès à l'aide humanitaire. Face à ce drame, le coordonnateur de la coalition, estime que l'heure est à l'action. La coalition des étudiants ressortissants du territoire de Lubero, vivant à Butembo prévoit d'organiser des rencontres dans plusieurs agglomérations stratégiques du territoire. « Nous appelons les députés provinciaux et nationaux élus de ce territoire à venir nous rendre compte de leurs actions, alors qu'ils sont actuellement en vacances parlementaires ». Au-delà de l'interpellation politique, les étudiants insistent sur la nécessité d'une collaboration étroite entre les civils et les forces de défense. Ils exhortent la population à fournir des renseignements aux services de sécurité pour faciliter les opérations de ratissage.

**Des femmes leaders d'Irumu s'engagent pour la paix et la cohésion sociale à Komanda.** Elles ont été outillées pour devenir des actrices clés de la prévention des conflits dans une région marquée par l'activisme des groupes armés. L'atelier, organisé par l'ONG REGED, visait à renforcer le leadership féminin dans la gestion pacifique des tensions locales. Pour ces leaders, le constat est clair : le recours à la force ne fait qu'aggraver la précarité de la vie des populations du territoire : pertes en vies humaines et dégâts collatéraux, déplacements massifs de populations civiles, paralysie des services essentiels : écoles fermées, activités économiques à l'arrêt et structures sanitaires inaccessibles. Plutôt que de subir la violence, les participantes ont décidé de passer à l'offensive diplomatique au niveau communautaire. À l'issue de cette journée, elles ont annoncé la création d'espaces de dialogue et de réflexion collective dans leurs milieux respectifs.

**Plus de 180 cas de choléra et 5 décès enregistrés à la zone de santé de Kikula à Likasi.** L'insuffisance de la desserte en eau potable et le non-respect des règles élémentaires d'hygiène sont les principales causes de cette flambée épidémique. Face à l'urgence, des actions de riposte sont menées de manière intensive : la désinfection systématique des domiciles et des toilettes par des équipes mobiles, la sensibilisation porte-à-porte pour rappeler les mesures d'hygiène, ainsi que la distribution d'intrants sanitaires, notamment du savon et des produits Aquatabs pour la potabilisation de l'eau.

**Uvira : explosion meurtrière au marché de Sange, au moins 3 morts et 12 blessés.** Selon des témoins présents sur les lieux, une grenade a été jetée par une personne inconnue en plein marché, provoquant la panique et un carnage. La cité de Sange, située à une vingtaine de km d'Uvira, est toujours sous occupation du mouvement rebelle M23, ce qui accentue l'inquiétude des habitants. Cet incident tragique illustre une fois de plus la vulnérabilité des populations civiles dans les zones occupées par les groupes armés.

**La VSV dénonce la multiplication des arrestations irrégulières et appelle au respect des droits humains.** La Voix des Sans Voix pour les Droits de l'Homme s'est dit préoccupée par la multiplication des interpellations et arrestations opérées ces derniers temps en RDC, notamment par certains services de sécurité, dont le Conseil national de cyberdéfense. Tout en reconnaissant le droit de l'État d'interpeller toute personne soupçonnée d'infraction, notamment en matière de sécurité, la VSV insiste sur le respect strict des procédures légales, de la Constitution et des conventions internationales relatives aux droits humains ratifiées par la RDC. L'ONG dénonce des arrestations irrégulières, parfois menées sans mandat, à des heures tardives, avec des personnes interpellées les yeux bandés et détenues plusieurs jours, voire plusieurs mois, sans être présentées à un juge ni assistées par un avocat. Ces pratiques traumatisent également les familles. Enfin, l'ONG plaide pour l'humanisation des conditions d'interpellation, notamment : le respect du mandat judiciaire, le délai légal de garde à vue de 48 heures, l'information sur les motifs d'arrestation, et la présomption d'innocence.

**Plus de 70 villages vidés de leurs habitants après l'incursion de la milice CRP à Djugu.** Après avoir subi le joug de la Codeco en 2021, la région est désormais sous l'emprise de la CRP. Résultat : au moins 73 villages sont totalement vidés de leurs habitants. Ce déplacement massif prive des milliers d'enfants de scolarité depuis maintenant cinq ans. Les populations déplacées s'entassent dans divers sites à travers le territoire, vivant dans une précarité extrême. Le chef de l'entité alerte sur une « génération perdue », de nombreux enfants n'ayant plus franchi le seuil d'une école depuis près de cinq ans. Selon les autorités locales, ce vide sécuritaire est directement lié à l'absence d'une présence permanente des Forces armées de la RDC dans ces zones rurales. « Nous demandons aux FARDC de démanteler définitivement ce groupe armé. Nous en avons assez d'être assimilés à des miliciens alors que nous sommes les premières victimes ».



**Kinshasa mise sur un partenariat avec Abou Dhabi pour reprendre la main sur l'or de l'Est de la RDC.** À Kinshasa, les autorités accusent Kigali d'alimenter le conflit armé dans l'Est de la RDC. Objectif du Rwanda, selon le gouvernement congolais : profiter de l'insécurité pour faire sortir et faire transiter des produits miniers par le territoire rwandais. Des accusations que Kigali a toujours fermement démenties. Face à cela, Kinshasa développe une stratégie : nouer des partenariats économiques avec les pays considérés comme les destinations finales des minerais qui, aujourd'hui, transitent par le Rwanda. C'est notamment ce qui est en chantier avec les Émirats arabes unis, identifiés par Kinshasa comme l'une des principales destinations de l'or provenant de l'Est du pays. Dans ce cadre, la RDC s'apprête à signer un accord. Un document de plus de cent pages, qui couvre de nombreux secteurs et ne concernerait pas uniquement le Sud-Kivu. Kinshasa ne part pas de zéro. Une première tentative de collaboration avait déjà été lancée en 2022 et 2023 à travers une coentreprise baptisée Primera Gold DRC, depuis entièrement contrôlée par l'État congolais. Selon les chiffres officiels, cette initiative avait permis, en six mois, d'exporter deux tonnes d'or issues des mines artisanales du Sud-Kivu vers les Émirats arabes unis, alors que deux ans plus tôt, la RDC n'avait officiellement exporté que 32 kilos d'or artisanal. Mais cette dynamique s'était interrompue, notamment à la suite de l'avancée de l'AFC/M23, dans le Sud-Kivu. (RFI)

**Samedi 31 janvier.**

**PDL 145 Territoires : Judith Suminwa appelle à accélérer l'achèvement des infrastructures prioritaires.** Face au ralentissement observé dans l'exécution du Programme de développement local des 145 Territoires (PDL 145T) dans plusieurs localités du pays et en réponse à « l'ambition clairement exprimée par le Président de la République », la Première ministre a insisté sur l'impératif d'accélérer l'achèvement des infrastructures prioritaires durant l'année 2026. L'objectif est que chaque territoire rural puisse bénéficier sans délai des dividendes de l'action publique. Elle a identifié plusieurs actions urgentes : assainir les contrats défaillants, réviser les modalités d'exécution en intégrant les contraintes sécuritaires et logistiques, renforcer la gouvernance par une transparence accrue, intensifier les missions de contrôle et de suivi sur le terrain, accélérer les réformes et prioriser les chantiers structurants. La Première ministre a chargé chaque membre du Gouvernement concerné de prendre des mesures spécifiques. Un rapport détaillé sur l'ensemble des assignations devra être soumis au plus tard fin février, afin d'assurer un suivi efficace du programme et de garantir la régularité du financement nécessaire à son exécution, a conclu le compte rendu du Conseil des ministres.

**Les agents de la SCPT/Mbandaka en grève pour réclamer 36 mois d'arriérés de salaires.** Tôt le matin du 28 janvier, les agents, à bout de patience, ont barricadé l'entrée principale pour exiger la régularisation immédiate de leur situation salariale. Au-delà des arriérés de 36 mois, les grévistes pointent du doigt la gestion locale. Le président de la délégation syndicale, accuse le directeur provincial de détourner les recettes générées localement et de brader le patrimoine de cette entreprise publique. Face à ces graves accusations le directeur provincial de la SCPT/Équateur, rejette toute responsabilité. Pour lui, la question salariale relève exclusivement de la compétence de la direction générale à Kinshasa. Alors que les bureaux restent fermés, les agents jurent de maintenir la pression jusqu'à l'obtention d'un signal clair venu de la capitale, tandis que la direction locale appelle à la reprise du travail en attendant l'arbitrage de la hiérarchie nationale.

**Lancement des travaux de construction du premier bâtiment de la Télévision nationale à Bunia.** La province de l'Ituri s'apprête à se doter d'une chaîne de télévision officielle. Fait marquant de ce projet : l'élan de solidarité des agents de la RTNC/Ituri. Conscients de l'urgence de disposer d'un média public fort pour accompagner le processus de paix, ces agents ont cotisé sur leurs propres ressources pour lancer les travaux de fondation. « Nous appelons tous les fils et toutes les filles de l'Ituri à s'approprier cette vision. C'est une étape historique pour doter notre province de sa propre chaîne », a déclaré le directeur provincial de la RTNC. Le gouvernement provincial s'est engagé à prendre le relais pour financer la suite des travaux. Le coût global des travaux est de 120 000 USD. Si le gouvernement provincial et les agents sont déjà à l'œuvre, le directeur provincial sollicite l'appui d'autres partenaires de l'État pour finaliser l'ouvrage. La Monusco a déjà apporté sa contribution technique en dotant le média de panneaux solaires pour garantir une autonomie énergétique.

**Plus de 4 700 enfants séparés par la guerre réunifiés avec leurs familles en 2025 au Nord-Kivu.** Les opérations ont été conduites par l'organisation Union pour la paix et la promotion des droits de l'enfant au Congo (UPDECO). Les enfants concernés avaient été séparés de leurs familles lors des violences armées qui ont secoué la région. Aujourd'hui, les familles bénéficiaires saluent ces interventions qui leur ont permis de retrouver leurs enfants après plusieurs mois d'angoisse. « Nous travaillons étroitement avec les réseaux communautaires de protection de l'enfance. Les RECOPE nous aident à identifier les familles dans leurs milieux respectifs. En plus de ces réseaux, nous disposons de points focaux, d'agents recrutés localement et de structures partenaires, y compris les autorités locales, qui contribuent à l'identification des enfants séparés et de leurs familles », explique le chef des programmes à l'UPDECO.



**Est de la RDC: au moins 200 creuseurs morts lors de l'éboulement d'une mine de Rubaya**, sur le territoire de Masisi à une cinquantaine de km de Goma, mercredi 28 janvier. C'est aux alentours de 15h, que la pluie déclenche les premiers glissements de terrain, puis c'est toute une colline qui s'effondre progressivement jusqu'au lendemain. Pendant que les recherches se poursuivent, certains blessés sont pris en charge dans les structures sanitaires comme le Centre de santé de référence de Rubaya où Anita Izabiriza est infirmière titulaire : « Nous avons reçu plusieurs blessés venant de la mine. Ils étaient vraiment en mauvais état mais aujourd'hui ils vont mieux, sauf un qui est dans le coma ». Lors de sa visite, le gouverneur a annoncé l'interdiction d'accès aux mines pour les femmes enceintes et les enfants. (RFI)

Goma : la danse de rue pour guérir les traumatismes. Un groupe de jeunes danseurs bénévoles transforme chaque semaine les avenues de la ville en scènes de spectacle. Leur objectif : offrir un moment de respiration aux habitants meurtris par les conflits armés qui secouent la région depuis des décennies. Pour de nombreux spectateurs, ces performances sont bien plus qu'un simple divertissement. Thierry Mussombwa en témoigne : assister à ces scènes l'aide à « évacuer [son] stress » et à oublier les traumatismes vécus. Les danseurs, eux, insufflent dans leurs mouvements toute l'intensité de leurs émotions. « Je le fais avec force, pour exprimer mes colères, mes douleurs », confie la danseuse Souzie Mwisha. À travers les mimes, les gestes et les chorégraphies improvisées, ces artistes traduisent la dureté de la vie quotidienne dans une région constamment bouleversée par les violences armées. Pour Bienco Matrix, fondateur de Balabala Art Academy, la démarche est claire : la danse est un « médicament », un moyen de soulager temporairement les inquiétudes qui hantent les familles, les jeunes et les enfants de Goma. Dans un contexte où la politique, la communauté et l'art sont étroitement liés, ces performances deviennent un acte citoyen. « Nous sommes des politiciens sans le savoir », affirme-t-il, soulignant la portée sociale de leur présence dans la rue. Malgré des ressources limitées, le groupe espère obtenir des financements pour organiser ces séances de « street thérapie » quotidiennement et toucher encore davantage de personnes en quête d'apaisement.

